

Yaounde — Elle s'est trouvée une devise: «La vie est belle et courte, il faut en profiter», déclare, avec un large sourire, Béatrice M. Porteuse du virus du VIH, cette jeune fille-mère de 20 ans, refuse de se laisser abattre dans sa nouvelle vie au Cameroun.

Inscrite en deuxième année d'anthropologie à l'Université de Yaoundé I, Béatrice découvre sa séropositivité et sa grossesse à l'âge de 18 ans. «Lorsque le médecin m'a annoncé cette nouvelle, je me suis dit que ma vie s'arrêtait là. Mon gynécologue m'a mise sous Zidolan pour éviter l'infection mère-enfant et m'a dit que ça irait», témoigne-t-elle à IPS.

Le regard fixé au loin, les mains croisées sur ses jambes, elle se souvient: «Je suis tombée enceinte au début de l'année scolaire. La grossesse n'était pas désirée. Mon ami m'a demandé de me faire avorter, j'ai refusé. Nous sommes restés ensemble jusqu'au cinquième mois de la grossesse», raconte-t-elle. «Quand je lui ai annoncé mon statut, il m'a indiqué avoir fait le test et qu'il était séronégatif. Il m'a quittée ensuite».

Son ami avait 25 ans et était étudiant en deuxième année de lettres modernes françaises dans la même université. Béatrice pense que c'est son copain qui lui a transmis le virus, affirmant qu'elle était vierge lors de leur rencontre.

Selon Flavien Ndonko, anthropologue à l'Agence allemande de coopération (GIZ) au Cameroun, 20 à 30 pour cent des jeunes filles de 15 à 24 ans tombent enceintes sans le vouloir.

Selon les derniers chiffres du Comité national de lutte contre le SIDA (CNLS), le VIH/SIDA touche 550.000 personnes, soit 4,2 pour cent des 18,9 millions d'habitants de ce pays d'Afrique centrale. Les couches les plus touchées au Cameroun sont les femmes (deux-tiers des personnes infectées) et les jeunes (la moitié des personnes infectées a entre 15 et 24 ans).

Ces statistiques, Béatrice les a apprises au lendemain de la découverte de sa sérologie. «Pendant notre relation, nous n'avions jamais évoqué les problèmes de contraception ou de SIDA. J'en avais entendu parler, mais je ne me sentais pas concernée». A cette période, les cours d'Education à la vie et à l'amour (EVA) ne l'intéressaient pas. Elle n'y assistait pas, et

lorsqu'elle était en classe, elle n'y prêtait pas vraiment attention, reconnaît-elle.

Arlette Ngon, assistante sociale à la Caisse nationale de prévoyance sociale, affirme à IPS qu'il faut renforcer les cours d'EVA dans les écoles publiques et privées. «En dehors des cours de sciences, c'est le seul moment où on parle des IST (infections sexuellement transmissibles) et de SIDA de façon approfondie à l'école. Le message ne semble pas véritablement passer chez les jeunes», souligne-t-elle.

Ngon estime, en effet, qu'avec un taux de prévalence national de 4,2 pour cent, il faut penser à une nouvelle approche de sensibilisation. «Avec tant de jeunes filles séropositives, ce n'est pas bon signe», dit-elle.

Aubin Ondo, anthropologue, explique à IPS: «Le premier facteur à risque est la précocité des relations sexuelles qui a, comme inconvénient, un manque criant d'information chez la jeune fille. Ensuite, les jeunes filles sont les premières cibles des hommes âgés qui leur donnent de l'argent». Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'âge du premier rapport au Cameroun est de 15,8 ans.

Et les conséquences des relations sexuelles non protégées, c'est la grossesse et le VIH pour beaucoup de filles sans accès à l'information ou sans pouvoir d'achat.

Yvonne Oku, du Réseau national des associations de tantines (RENATA), estime que «si le taux de prévalence baisse, c'est que les gens meurent», ajoutant qu'il faut davantage s'intéresser au taux de nouvelles infections, qui devrait baisser.

Membre de l'association 'Positive Generation', Béatrice fait aujourd'hui du préservatif son partenaire fidèle. «Avec mes médicaments que je dissimule toujours dans mon sac à main quand je vais à l'école, le préservatif est désormais un objet sans lequel je ne peux vivre».

'Positive Generation', qui a aidé Béatrice à accepter son statut et à vivre avec le VIH, est créée en 1998. C'est une association anti-SIDA constituée de personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA et la tuberculose. Elle compte actuellement une soixantaine de membres, dont la

plupart sont des étudiants.

Fière d'avoir une petite fille, la jeune femme suit un traitement de première ligne et dit qu'elle ne veut pas de co-infection, affirmant qu'elle a décidé de garder son statut secret. «Mes parents ne sont pas prêts, je préfère les laisser dans l'ignorance. Si ma fille avait été malade, j'aurais été obligée de le leur dire. Je redoute la stigmatisation», indique-t-elle à IPS.

Béatrice a une nouvelle relation avec quelqu'un qui est séronégatif. Professeur dans un lycée, il connaît son statut et veut l'épouser. Mais elle refuse, craignant de l'infecter. Elle pense que s'ils se marient, ils n'utiliseront plus de préservatif.

Béatrice décide donc de ruser. «Je vis avec mes sœurs aînée et cadette. Je suis très discrète. C'est difficile que quelqu'un sache que je prends des médicaments à des heures précises», confie-t-elle, espiègle. Même pour faire des examens à son enfant qui vit avec ses parents au village dans l'ouest du pays, elle l'emmenait à Yaoundé, la capitale. Au village, dit-elle, «le secret médical n'existe pas».

Les médicaments sont gratuits, seuls les examens semestriels de numération sanguine et de CD4 lui coûtent 17.000 francs CFA (environ 34 dollars). «S'il fallait payer pour tout ça, cela aurait été difficile. L'accès aux soins a vraiment été facilité», admet-elle. Une chance que n'ont pas les malades en zones reculées où il faut parfois faire 44 kilomètres à pied, et en pleine forêt, pour accéder à une Unité de prise en charge.

Béatrice qui rêve d'avoir d'autres enfants, souhaite cependant plus de professionnalisme chez les agents de santé. «Lors de mon accouchement, j'ai été déchirée par l'enfant. La sage-femme a refusé de me recoudre. Elle a également refusé de prélever mon enfant pour les examens de routine», dit-elle à IPS. Les larmes aux yeux, Béatrice pense que ce comportement est déjà une forme de stigmatisation.